



PHOTO LES ARCHIVES | JEAN-FRANÇOIS DESGAGNÉS

■ Le porte-parole de Québec solidaire, Amir Khadir, au moment du dépôt du budget Bachand.

Contre la croissance économique

■ Le parti réfléchit même à la baisse du niveau de vie

MONTREAL | La croissance économique n'est pas au programme de Québec solidaire : selon Amir Khadir, porte-parole du parti, le modèle capitaliste québécois de hausse du niveau de vie est en effet insoutenable.

SIMON LORD
Agence CMI

« Notre système néolibéral débridé de surconsommation dévaste la nature, a expliqué Amir Khadir. Sur le plan biophysique, celle-ci n'est pas illimitée. La croissance économique n'est pas illimitée. La croissance économique n'est plus. Nous proposons de la limiter. »

Le parti a publié cette semaine les propositions qui seront soumises au vote des membres pendant le congrès du 26 et 27 mars. Les propositions qui seront retenues constitueront le programme de Québec solidaire.

Le document précise que le parti réfléchit même à la décroissance économique, donc à la baisse du niveau de vie. Une mauvaise idée, selon l'expert en politiques publiques à l'UQAM, Pierre Tremblay.

« Il ne faut pas mélanger croissance économique et ressources naturelles. L'exploitation de la nature a une limite, mais pas la croissance du niveau de vie », a-t-il expliqué.

La croissance du secteur des services est, selon lui, une preuve tangible que le PIB peut augmenter tout en utilisant moins de ressources naturelles. « Pour chaque dollar de biens et services produits dans l'économie, on utilise de moins en moins d'unités d'énergie, par exemple. Nous sommes plus productifs dans tous les secteurs de la société. »

Nationalisation

Les membres de Québec solidaire seront aussi appelés à voter sur des projets potentiels

de nationalisation. Plusieurs secteurs sont considérés. Le programme évoque entre autres le secteur financier, ainsi que de grandes entreprises de secteurs stratégiques et de l'industrie minière.

« La nationalisation du secteur des mines aurifères, par exemple, serait une option, a indiqué M. Khadir. Puisque l'or est une valeur refuge, le gouvernement serait couvert en cas de crise économique. »

Pierre Tremblay est d'un autre avis. « On doit nationaliser seulement pour protéger un secteur en difficulté ou développer un secteur connexe. »

La nationalisation d'Hydro-Québec « a par exemple permis au secteur du génie-conseil de prendre son envol », a rappelé M. Tremblay.

« Mais nationaliser par pure raison idéologique, non seulement ça n'a pas de sens, mais ça risque de causer des problèmes de stagnation économique à long terme », a-t-il conclu.

Jacques Desjardins